

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS . . . . .	9
<i>David RENDERS, Jacqueline MORAND-DEVILLER</i>	

INTRODUCTION GÉNÉRALE . . . . .	11
<i>David RENDERS</i>	

### PARTIE 1 RAPPORTS DE SYNTHÈSE

CHAPITRE 1. PATRIMOINE ARCHITECTURAL, SITES ET PAYSAGES SAISIS PAR LE DROIT DE L'URBANISME LE PATRIMOINE PROTÉGÉ . . . . .	17
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

*Michel PÂQUES*

Sommaire . . . . .	17
Abstract . . . . .	18
1. Culture, nature et priorité à l'humain . . . . .	18
2. Association de la culture et de la nature dans les grandes conventions de l'Unesco sur le patrimoine . . . . .	19
3. Nature et culture, objets de législations communes ou distinctes . . . . .	20
4. Relation avec le droit de l'urbanisme . . . . .	22
5. Ancienneté de la protection . . . . .	24
6. Types de définition de l'objet protégé. Définition analytique ou synthétique . . . . .	24
7. Définitions analytiques . . . . .	24
7.1. L'exemple du droit wallon . . . . .	24
7.2. Une autre définition analytique se présente en droit flamand . . . . .	25
8. Définitions souvent plus synthétiques . . . . .	26
9. Éléments complémentaires . . . . .	28
10. Objectif de la protection. Conception statique et dynamique . . . . .	29
11. Application directe de la définition du bien protégé ou nécessaire médiation d'un acte administratif ? . . . . .	30
12. Importance de la propriété . . . . .	32
13. Répartition des compétences . . . . .	32

## CHAPITRE 2.

## LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL EN ESPAGNE . . . . . 35

*Maria Rosario ALONSO IBÁÑEZ*

Quel bilan pouvons-nous faire ? . . . . .	35
Législation sectorielle généralement approuvée avec un degré élevé de consensus politique et des secteurs spécialisés . . . . .	35
Engagement institutionnel à l'égard de la société . . . . .	35
Coexistence des législations sur le patrimoine culturel des divers parlements : loi 16/1985, nationale, et 17 lois régionales . . . . .	36
Législations de bonne facture technique, suffisamment structurée, complète, mais avec problèmes de connexion interlégislative . . . . .	36
Relations des lois des communautés autonomes avec la loi 16/1985 : un problème résolu de manière insatisfaisante . . . . .	36
Le patrimoine immeuble se trouve, en théorie, protégé, ou dans un processus de protection, mais il n'est pas correctement traité administrativement . . .	37
Les domaines matériels avec lesquels le patrimoine immeuble garde une relation plus directe : l'urbanisme et l'aménagement du territoire. . .	37
Pleine réception de la protection du patrimoine culturel immeuble dans le domaine de la législation territoriale et le droit de l'urbanisme . .	38
Développement urbain durable . . . . .	38
Le patrimoine culturel comme recours économique : rentabilisation déficiente . . . . .	39
Conclusion . . . . .	39

## CHAPITRE 3.

## THE ACTORS INVOLVED BY THE PROTECTION IN EUROPE . . . . . 41

*Eivind SMITH*

Introduction . . . . .	41
1. Some inherent values and dilemmas. . . . .	43
2. Public actors: multi-level government . . . . .	45
3. Police, customs, etc. . . . .	48
4. Private actors. . . . .	49
5. Associations, etc. . . . .	51
6. The judiciary . . . . .	52

## CHAPITRE 4.

THE ACTORS INVOLVED IN THE PROTECTION OF CULTURAL  
HERITAGE IN SPAIN . . . . . 55*Fernando GARCÍA RUBIO*

1. Brief Overview . . . . .	55
2. Legal framework of municipal activity . . . . .	57

2.1. General competences . . . . .	57
2.2. Capacity of municipal intervention in this matter.	
Administrative powers . . . . .	60
2.2.1. Regulatory power . . . . .	60
2.2.2. Tax power . . . . .	61
2.2.3. Planning Power . . . . .	61
2.2.4. Sanctioning and expropriation power . . . . .	63
2.3. Other means of local activity in matters of cultural heritage . . . . .	63
2.3.1. General questions . . . . .	63
2.3.2. Local public services in matters of cultural heritage . . . . .	64
3. Municipal competences according to state legislation . . . . .	66
4. Urbanistic competences about historical heritage in state law . . . . .	70
5. Autonomous legislation . . . . .	74
5.1. Autonomous communities and historical heritage . . . . .	74
5.2. Autonomous urban planning legislation . . . . .	76
5.3. Autonomus communities statues planning law . . . . .	76
5.4. Legislation on cultural heritage by autonomous communities . . . . .	88
5.5. Autonomus communities Historical Heritage laws . . . . .	89
5.6. Sectoral legislation . . . . .	90
6. New horizons in municipal functions in matters of cultural heritage . . . . .	91
Bibliography . . . . .	94

## CHAPITRE 5.

### LES INSTRUMENTS DE PROTECTION DU PATRIMOINE

ARCHITECTURAL, DES SITES ET DU PAYSAGE . . . . .	97
--------------------------------------------------	----

*Thierry TANQUEREL*

1. Les instruments de protection dans leur contexte . . . . .	97
1.1. Protection, valorisation, encouragement . . . . .	97
1.2. Spécificité de la protection . . . . .	98
1.3. La grille d'analyse . . . . .	99
2. La détermination des objets protégés . . . . .	100
2.1. Le modèle dominant : l'acte individuel de classement . . . . .	100
2.2. La détermination par la planification . . . . .	101
2.3. La procédure . . . . .	102
2.4. Le cas particulier : la protection ex lege . . . . .	103
3. Les obligations de protection . . . . .	104
3.1. La source . . . . .	104
3.2. Les obligations matérielles . . . . .	105
3.3. Les obligations procédurales . . . . .	106
4. Le rapport avec le droit commun de l'urbanisme . . . . .	108
5. La portée spatiale de la protection . . . . .	108

6. Les engagements volontaires .....	109
7. L'acquisition publique .....	110
CHAPITRE 6. DES INSTRUMENTS DE PROTECTION DU PATRIMOINE EN ESPAGNE .....	111
<i>Joan Manuel TRAYTER JIMÉNEZ</i>	
1. Norme applicable et patrimoine à protéger .....	112
2. Les catalogues. La planification spéciale .....	112
3. Les relations de coordination entre la législation sur le patrimoine historique et le droit de l'urbanisme .....	114
4. Ordonnances locales, autorisations et sanctions administratives. ....	115
CHAPITRE 7. LES INSTRUMENTS SPÉCIFIQUES DE MISE EN VALEUR ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE .....	117
<i>Francis HAUMONT</i>	
1. Les instruments de mise en valeur .....	118
1.1. Les obligations imposées aux propriétaires/occupants .....	118
1.1.1. L'obligation de maintenance et de réparation .....	118
1.1.2. L'obligation d'user le bien en conformité .....	119
1.1.3. L'obligation procédurale d'être titulaire d'une autorisation administrative .....	119
1.2. La mise à disposition des biens protégés. ....	120
1.3. Les acquisitions immobilières .....	120
1.3.1. Les acquisitions amiables .....	121
a. Les acquisitions contractuelles .....	121
b. Le droit de préemption. ....	121
1.3.2. L'expropriation pour cause d'utilité publique. ....	123
a. L'expropriation à la demande du propriétaire. ....	123
b. L'expropriation à l'initiative de l'autorité publique. ....	124
c. L'indemnité d'expropriation. ....	125
1.4. L'assistance aux propriétaires .....	125
1.5. L'accessibilité au public .....	126
2. La valorisation .....	127
2.1. Les obligations imposées aux propriétaires/occupants .....	127
2.2. Les autorisations administratives. ....	128
2.3. Les acquisitions. ....	128
2.4. Les conventions de valorisation. ....	129
2.5. L'assistance aux propriétaires .....	129
2.6. L'accessibilité au public .....	130

2.7. La stratégie de périmètres de valorisation . . . . .	130
2.8. Divers . . . . .	131
Conclusion . . . . .	132

## CHAPITRE 8.

LES INSTRUMENTS SPÉCIFIQUES DE PROTECTION, DE MISE EN VALEUR ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE EN ESPAGNE . . . . .	133
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

*Juan Ramon FERNANDEZ TORRES*

1. Introduction . . . . .	133
2. Les instruments de protection, mise en valeur et valorisation du patrimoine culturel et historique . . . . .	136
2.1. Remarques générales . . . . .	136
2.2. Les biens d'intérêt culturel . . . . .	137
2.3. Les devoirs et obligations des propriétaires . . . . .	138
2.4. Le plan spécial de protection de la zone . . . . .	141
2.5. Le pouvoir de sanction . . . . .	144
2.6. Les droits de préemption et de premier refus . . . . .	145
2.7. Les mesures de développement . . . . .	145

## CHAPITRE 9.

LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE : SYNTHÈSE DES RAPPORTS NATIONAUX . . . . .	147
----------------------------------------------------------------------------------------------	-----

*Rozen NOGUELLOU*

1. Les formes classiques de financement : les subventions et les dispositions fiscales . . . . .	149
1.1. Les subventions . . . . .	149
1.2. Les mesures fiscales . . . . .	151
1.3. Les questions soulevées par ces modes de financement . . . . .	152
2. Les formes plus originales de financement . . . . .	153
2.1. Illustration d'hypothèses particulières . . . . .	153
2.2. La question de l'indemnisation de la servitude liée à la conservation de l'immeuble . . . . .	155

## CHAPITRE 10.

SOME OF THE CURRENT CHALLENGES FACING SPANISH URBANISM . . . . .	159
---------------------------------------------------------------------	-----

*Luciano PAREJO ALFONSO*

1. Introduction . . . . .	159
2. The Specific Field Of Territorial And Urban Planning . . . . .	161

3. The key question of land ownership . . . . .	164
4. The urban system and the market. . . . .	166
5. The key institution: the plan . . . . .	169
6. The deficient urban disciplinary force . . . . .	172
<b>CONCLUSIONS</b> . . . . .	<b>175</b>
<i>Jacqueline MORAND-DEVILLER</i>	
1. L'identification : maîtriser le concept de « patrimoine » . . . . .	176
1.1. Unité ou intégration ? . . . . .	177
1.2. Elitiste ou banalisation . . . . .	178
1.3. Inventaire et classement. . . . .	179
2. La sauvegarde. Maîtriser le temps. . . . .	180
2.1. Les acteurs . . . . .	181
2.1.1. Centralisation ou décentralisation ? . . . . .	181
2.1.2. Acteurs publics et acteurs privés . . . . .	181
2.2. Les sources du droit . . . . .	182
3. La mise en valeur. Maîtriser l'espace . . . . .	183
3.1. Mise en valeur et valorisation économique . . . . .	183
3.2. Spécificité ou droit commun . . . . .	184

## PARTIE 2 RAPPORTS NATIONAUX

<b>CHAPITRE 1.</b>	
<b>ALLEMAGNE</b> . . . . .	<b>189</b>
Introduction . . . . .	189
<b>PART 1.</b> . . . . .	<b>190</b>
<i>Matthias ROSSI, Aqilah SANDHU</i>	
1. What does the protected heritage encompass? . . . . .	190
1.1. Regulatory level . . . . .	190
1.2. Definition of heritage . . . . .	191
1.3. Historic development . . . . .	192
2. Who are the actors involved by the protection? . . . . .	193
2.1. Enforcement of heritage protection law . . . . .	193
2.2. Public actors . . . . .	193
2.3. Private actors . . . . .	193

3. Are instruments (in architectural and natural terms) designed to protect the integrity of existing elements of heritage set out? .....	194
3.1. Registration in Monument Registers .....	194
3.2. Authorisation requirements .....	194
3.3. Agreement under public law .....	195
3.4. Relation to Building Law .....	195
4. Are instruments designed to enhance or promote the elements of heritage set out .....	196
4.1. Obligation of preservation .....	196
4.2. Duty to maintain the original use of the monument .....	197
4.3. Preservation Statutes (Erhaltungssatzungen) .....	198
4.4. Redevelopment measures .....	198
5. What are the set up funding and taxation mechanisms in matters of both architectural and natural heritage protection? .....	199
5.1. Public funding .....	199
5.2. Federal financial assistance for financial support for urban development .....	199
5.3. Subsidies .....	200
5.4. Financial compensation .....	200
5.5. Tax relief .....	200
PART 2 .....	201
<i>Willy SPANNOWSKY</i>	
1. Separation of aspects of architectural and natural heritage in the German law .....	201
2. Conservation of the appearance and qualities of the natural landscape in the German legal system .....	202
2.1. Legal sources and their historical development .....	202
2.2. Objects and purposes of protection .....	204
2.3. The distribution of powers in the Federal Republic of Germany .....	204
2.4. Categories of conservation area with different objects and purposes of conservation .....	205
2.5. The protection of objects in private property .....	207
2.6. Entities responsible for tasks and measures .....	208
3. The importance of protecting scenic and natural landscapes in urban planning .....	209
3.1. Instruments to guarantee the purposes of protection .....	210
4. Protection guarantee by virtue of judicial decision .....	212
5. Example from planning practice .....	213

## CHAPITRE 2.

BELGIQUE.....	217
BELGIQUE (RÉGION FLAMANDE) – BELGIUM (FLEMISH REGION) .....	217
<i>Lies DU GARDEIN</i>	
1. What does the protected heritage encompass? .....	217
2. Who are the actors involved by the protection? .....	220
2.1. The Flemish Region .....	220
2.2. The Immovable Heritage Agency .....	220
2.3. Advisory bodies .....	221
2.4. Local policies .....	221
2.5. The owners of the immovable heritage .....	222
2.6. Enforcement .....	223
3. Are instruments (in architectural and natural terms) designed to protect the integrity of existing elements of heritage set out? .....	223
3.1. Protected properties and protection measures .....	223
3.1.1. Protection measures .....	224
3.1.2. Active and passive conservation principles .....	224
3.1.3. Permit requirement or approval requirement for certain actions .....	225
3.1.4. Demolition ban (only for listed buildings and protected urban and village conservation areas) .....	225
3.1.5. Duty of disclosure .....	226
3.2. Legal effects for property included in inventories .....	226
3.2.1. General legal effects .....	226
3.2.2. Specific legal effects .....	226
3.3. Enforcement of the protection measures .....	227
3.4. Protection through spatial planning legislation .....	228
4. Are instruments designed to enhance or promote the elements of heritage set out .....	229
5. What are the set up funding and taxation mechanisms in matters of both architectural and natural heritage protection? .....	231
5.1. Contributions .....	231
5.2. Subsidies .....	233
5.3. Tax relief .....	234
5.4. Heritage awards .....	235
5.5. Compensation for the restriction of property rights .....	235
5.6. Comment .....	236
6. Could you present a representative legal case in which the judge intervened decisively for protecting or, on the contrary, not protecting an element of heritage? .....	237
6.1. On the topic of the judicial system .....	237
6.2. Historical development .....	237
6.3. More recent case law .....	238



RÉGION DE LANGUE FRANÇAISE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE. . . . .	240
---------------------------------------------------------------------	-----

*Michel QUINTIN*

1. La définition du patrimoine protégé . . . . .	240
2. Les acteurs de la protection . . . . .	246
2.1. La Région de langue française . . . . .	246
2.2. La Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	249
3. Les mesures de protection . . . . .	252
3.1. La région de langue française. . . . .	253
3.2. La Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	256
4. Instruments spécifiques de mise en valeur et de valorisation . . . . .	259
4.1. La région de langue française. . . . .	259
4.2. La Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	261
5. Mécanismes de financement et de fiscalité. . . . .	263
5.1. La région de langue française. . . . .	263
5.2. La Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	264
6. Application juridictionnelle. . . . .	265

### CHAPITRE 3.

ESPAGNE. . . . .	273
------------------	-----

*Judith GIFREU FONT*

1. The richness and variety of the Spanish heritage worthy of protection . . . . .	273
1.1. The protected heritage is an integral part of the nation's collective wealth. . . . .	273
1.2. The assets that make up the protected heritage: tangible heritage (cultural and natural) and intangible heritage. . . . .	276
2. The actors involved in heritage protection. . . . .	283
3. Protection, conservation and maintenance of the cultural and natural heritage. . . . .	285
3.1. Immovable assets declared to be of cultural interest . . . . .	285
3.1.1. Instruments to protect the physical integrity of the cultural heritage: urban development plan and catalogues of protected assets and spaces . . . . .	286
a. Special protection plans. . . . .	286
b. Catalogues of protected assets and spaces . . . . .	288
3.1.2. Urban development interventions: administrative permits for interventions in protected buildings and areas . . . . .	289
a. Intervention criteria . . . . .	289
b. Duty to conserve and declaration of a state of ruin. Precautionary measures regarding demolitions . . . . .	291
3.2. Protection of the natural heritage from the environmental perspective . . . . .	292

4. Enhancement of the protected heritage: culture as a new consumer product . . . . .	293
5. Promoting the cultural heritage: mechanisms of funding and taxation . . . . .	295
5.1. Preferential access to official credit for funding work on conservation, maintenance and rehabilitation of the cultural heritage . . . . .	295
5.2. The cultural one-per-cent . . . . .	296
5.3. Tax benefits . . . . .	296
5.3.1. Property tax . . . . .	297
5.3.2. Personal income tax . . . . .	297
5.3.3. Corporation tax . . . . .	298
5.3.4. Tax on immovable assets . . . . .	298
5.3.5. Inheritance and gift tax . . . . .	298
5.3.6. Tax on Buildings, Installations and Works . . . . .	299
5.3.7. Tax on Value Added to Urban Land . . . . .	299
6. Two representative legal cases: the Special Plan for Protection and Internal Reform of El Cabanyal-Canyamelar's neighborhood and the controversial restoration of the Roman Theatre in Sagunto . . . . .	299
6.1. The Special Plan for Protection and Internal Reform of El Cabanyal-Canyamelar's neighborhood . . . . .	299
6.2. The controversial restoration of the Roman Theatre in Sagunto . . . . .	303

#### CHAPITRE 4.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . . . .	307
---------------------------------	-----

*Sara C. BRONIN*

1. What Is Protected . . . . .	307
2. Who Protects . . . . .	310
2.1. Public Entities & Officials . . . . .	310
2.2. Owners . . . . .	311
2.3. Nonprofit Organizations . . . . .	312
2.4. Preservation Professionals . . . . .	313
3. Primary Instruments for Protection . . . . .	313
3.1. Regulation . . . . .	313
3.2. Incentives . . . . .	317
3.3. Authorization of Restrictions . . . . .	317
3.4. Information . . . . .	318
4. Instruments for Implementation and Enhancement . . . . .	318
5. Funding and Taxation Issues . . . . .	321
6. Representative Legal Cases . . . . .	322

## CHAPITRE 5.

FRANCE .....	327
--------------	-----

*François PRIET*

1. Les patrimoines pris en compte .....	328
2. Les acteurs de la protection du patrimoine .....	333
3. Les instruments de protection, de mise en valeur et de valorisation ....	337
4. L'articulation entre la législation de l'urbanisme et celles qui concernent le patrimoine .....	343
5. Les instruments spécifiques .....	346
6. La prise en charge des coûts financiers liés au patrimoine .....	348
Annexes .....	352

## CHAPITRE 6.

GRÈCE .....	359
-------------	-----

*Evangelia KOUTOUPA-RENGAKOU*

Introduction .....	359
1. Le régime juridique de la protection du patrimoine .....	360
1.1. La constitution .....	360
1.2. Droit européen et international .....	361
1.3. Les lois sur la protection du patrimoine culturel et naturel .....	362
1.4. Le droit de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de la construction .....	363
1.5. La jurisprudence du Conseil d'État .....	364
1.5.1. L'élargissement du champ d'application des dispositions légales	364
1.5.2. L'élaboration de principes jurisprudentiels propres à la protection du patrimoine culturel .....	366
2. Les instances impliquées .....	366
3. Les instruments de protection .....	369
3.1. L'acte de classement .....	369
3.2. Obligations des propriétaires .....	372
4. Les instruments spécifiques .....	374
5. Financement .....	375
5.1. Les avantages fiscaux .....	376
6. Cas d'étude .....	377

## CHAPITRE 7.

ITALIE .....	379
--------------	-----

*Paolo Stella RICHTER, Vera PARISIO*

1. La protection du patrimoine : les sources de droit et les compétences ..	379
1.1. La notion de patrimoine architectural .....	382
1.1.1. Les œuvres architecturales contemporaines .....	383

1.2. La réglementation italienne relative au paysage . . . . .	384
1.3. La notion de paysage . . . . .	387
1.4. Les instruments de protection du paysage . . . . .	389
2. Les acteurs de la protection des biens culturels . . . . .	390
3. Les instruments de protection du patrimoine . . . . .	391
3.1. La contrainte indirecte . . . . .	392
3.2. Les autres formes de protection. . . . .	393
4. Protection et valorisation des biens culturels . . . . .	394
5. Le financement des interventions . . . . .	395
5.1. Un régime fiscal particulier . . . . .	396
5.2. La sponsorship . . . . .	397
6. Une affaire symbolique dans laquelle l'intervention du juge a été décisive. . . . .	398
7. Une autre affaire symbolique dans laquelle l'intervention du juge a été décisive . . . . .	398

## CHAPITRE 8.

PAYS-BAS . . . . .	401
--------------------	-----

*Saskia HILLEGERS, Tycho LAM*

1. What does the protected heritage encompass? . . . . .	401
1.1. Heritage Act and Spatial Planning Act. . . . .	401
1.2. History/Policy/Statistics . . . . .	403
1.2.1. Brief History of the Protection of Monuments . . . . .	403
1.2.2. Number of National Monuments and City and Village Sites. . .	404
1.2.3. Number of Municipal and Provincial Monuments. . . . .	404
1.3. Examples. . . . .	405
1.3.1. Beemster Polder . . . . .	405
1.3.2. Wadden Sea . . . . .	406
1.3.3. Amsterdam Canal Belt. . . . .	406
1.3.4. House with the Heads . . . . .	407
1.3.5. Het Loo Palace. . . . .	407
1.3.6. Convex Field Valkenswaard . . . . .	408
2. What actors are involved. . . . .	409
2.1. Three levels of government . . . . .	409
2.2. Experts and Stakeholder Organisations . . . . .	410
2.2.1. Municipal Monument Committees . . . . .	410
2.2.2. Provincial Support Centres. . . . .	410
2.2.3. Nature Monuments . . . . .	410
2.3. Owners, right-holders and local residents. . . . .	411
3. Instruments of Protection and the Actors that are involved . . . . .	413
3.1. Permission Instruments 1: the ESLA-permit for Alterations to a Monument . . . . .	413

3.2. Planning Instruments . . . . .	414
3.3. Permission instruments 2: ESLA-permit required in the land-use plan or in deviation of the land-use plan . . . . .	416
3.4. The Relationship between the Heritage Act Track and the Track of the Spatial Planning Act . . . . .	416
4. Instruments of Enhancement . . . . .	416
4.1. Instruments under the Spatial Planning Act . . . . .	416
4.2. Enforcement actions and monuments . . . . .	417
5. Funding and Taxation Mechanisms . . . . .	418
5.1. Funding for National Monuments . . . . .	418
5.2. Tax deduction for maintenance work on national monuments . . . . .	419
5.3. Funding options for municipal and provincial monuments . . . . .	420
6. Legal Case (Convex Field Valkenswaard) . . . . .	420

## CHAPITRE 9.

PORTUGAL . . . . .	421
--------------------	-----

*Fernando ALVES CORREIA, Joyce ALVES CORREIA*

1. Fondements matériels et indication du plan . . . . .	421
2. Patrimoine culturel et patrimoine naturel – Identité ou autonomie ? . . . . .	426
3. Le cadre constitutionnel et légal du patrimoine culturel au Portugal . . . . .	428
3.1. Le droit du patrimoine culturel à la fois comme un droit à sa jouissance universelle et comme une fonction fondamentale de l'État . . . . .	428
3.2. Bien culturel – Concept juridique et statut de la titularité . . . . .	430
3.3. Les acteurs impliqués dans la protection du patrimoine culturel. . . . .	433
3.4. Procédure de classement des biens culturels : étapes, nature de l'acte et effets juridiques associés . . . . .	436
3.5. Le caractère spécial du droit du patrimoine archéologique et du droit du patrimoine culturel subaquatique . . . . .	442
4. Droit du patrimoine culturel et autres branches du droit public : en particulier, le droit de l'urbanisme et le droit du tourisme . . . . .	443
5. Les instruments de financement et d'aide aux titulaires de biens culturels et régime fiscal spécial . . . . .	444
6. La protection du patrimoine culturel dans la <i>praxis</i> (deux études de cas) . . . . .	445
Bibliographie . . . . .	448

## CHAPITRE 10.

ROUMANIE . . . . .	451
--------------------	-----

*Andrei DUȚU*

1. Le patrimoine protégé ; une perspective générale . . . . .	452
1.1. La perspective historique . . . . .	454
1.2. Le régime juridique des éléments du patrimoine culturel. . . . .	455

1.3. Règles juridiques générales relatives aux monuments historiques . . . . .	456
1.4. Le régime de propriété des monuments historiques . . . . .	457
2. Autorités, institutions et organismes du patrimoine culturel national . . . . .	459
3. Le régime de protection. . . . .	462
3.1. La protection des monuments historiques dans les documents d'aménagement du territoire et d'urbanisme. . . . .	462
3.2. Le régime juridique de protection des monuments historiques . . . . .	463
3.2.1. Classement et enregistrement des monuments historiques. . . . .	464
3.2.2. Le classement est la procédure par laquelle on confère le régime de monument historique à un bien immobilier . . . . .	465
3.2.3. Le classement d'urgence. . . . .	467
3.2.4. Le déclassement des monuments historiques . . . . .	468
3.2.5. Le régime des interventions sur les monuments historiques. . . . .	469
3.2.6. Les obligations et les droits des propriétaires des monuments historiques . . . . .	470
3.3. La protection des monuments historiques et l'autorisation des constructions . . . . .	472
3.4. Le régime des constructions et la protection du patrimoine naturel . . . . .	473
4. Financement de la protection et mise en valeur des monuments historiques . . . . .	473
Bibliographie et sources . . . . .	475

## CHAPITRE 11.

SUISSE . . . . .	477
------------------	-----

*David BOULAZ, Valérie DÉFAGO GAUDIN, Aurélien WIEDLER*

1. Le patrimoine protégé . . . . .	477
1.1. Le partage des compétences entre la Confédération et les cantons et les sources de la protection du patrimoine . . . . .	477
1.2. L'objet de la protection . . . . .	480
2. Les acteurs concernés par la protection. . . . .	482
2.1. Une multiplicité d'acteurs. . . . .	482
2.2. Le droit de recours des organisations et associations. . . . .	483
3. Les instruments destinés à protéger l'intégrité du patrimoine . . . . .	484
3.1. Dans la LPN. . . . .	484
3.2. Dans la LAT . . . . .	488
3.3. Dans les lois cantonales de protection du patrimoine bâti. . . . .	489
3.3.1. Les recensements . . . . .	489
3.3.2. Les inventaires. . . . .	489
3.3.3. Les mesures de classement ou de protection. . . . .	490
4. Les instruments spécifiques de mise en valeur et de valorisation . . . . .	491
4.1. Les parcs d'importance nationale . . . . .	491
4.2. L'acquisition de monuments historiques par l'État . . . . .	492

5. Les mécanismes de financement et de fiscalité consacrés en matière de protection du patrimoine . . . . .	494
5.1. Les subventions. . . . .	494
5.2. Les mesures fiscales . . . . .	497
6. La protection du patrimoine face aux énergies renouvelables . . . . .	498
6.1. Patrimoine naturel . . . . .	498
6.2. Patrimoine architectural. . . . .	499
Bibliographie et sources . . . . .	501

## CHAPITRE 12.

TURQUIE . . . . .	503
-------------------	-----

*BİGE AÇIMUZ, ÖZGE AKSOYLU*

Introduction . . . . .	503
1. Le patrimoine protégé . . . . .	504
1.1. Le patrimoine culturel . . . . .	504
1.1.1. Les sources du droit . . . . .	504
a. La Constitution . . . . .	504
b. Les conventions internationales et les lois . . . . .	505
c. Les règlements ministériels . . . . .	507
d. Les décisions de principe du CSPPC . . . . .	507
e. Les plans d'urbanisme de protection. . . . .	507
1.1.2. Le patrimoine culturel protégé . . . . .	507
1.1.3. Les objectifs du droit applicable. . . . .	509
1.2. Le patrimoine naturel . . . . .	509
1.2.1. Les sources du droit . . . . .	510
a. La Constitution . . . . .	510
b. Les conventions internationales et les lois . . . . .	510
c. Les règlements ministériels . . . . .	511
d. Les décisions de principe du MEU. . . . .	511
e. Les plans de protection . . . . .	511
1.2.2. Le patrimoine naturel protégé. . . . .	512
1.2.3. Les objectifs du droit applicable. . . . .	514
2. Les acteurs concernés et leurs rôles. . . . .	514
2.1. Les acteurs concernés et leurs rôles dans la protection du patrimoine architectural . . . . .	514
2.1.1. L'acteur international principal : l'UNESCO. . . . .	515
2.1.2. Les acteurs centraux . . . . .	515
a. Le MCT . . . . .	515
b. Le CSPPC . . . . .	515
c. Les CRPPC . . . . .	515
2.1.3. L'acteur local . . . . .	516
2.1.4. Les acteurs juridictionnels . . . . .	516

2.2. Les acteurs concernés et leurs rôles dans la protection du patrimoine naturel . . . . .	517
2.2.1. L'acteur international principal : l'UNESCO . . . . .	517
2.2.2. Les acteurs centraux . . . . .	517
a. Le Conseil des ministres . . . . .	518
b. Le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme (MEU) . . . . .	518
c. Le ministère de la Forêt et des Eaux (MFE) . . . . .	518
d. La Commission centrale de protection du patrimoine naturel (CCPPN) . . . . .	519
e. Les Commissions régionales de protection du patrimoine naturel (CRPPN) . . . . .	519
2.2.3. Les acteurs juridictionnels . . . . .	519
3. La protection du patrimoine . . . . .	520
3.1. La protection par recours à la planification . . . . .	520
3.2. La protection par recours aux interdictions et aux autorisations . . . . .	522
4. Les instruments de valorisation et de mise en valeur . . . . .	524
5. Les mécanismes de financement et d'indemnisation . . . . .	527
5.1. Le financement de la protection . . . . .	527
5.2. Les mécanismes d'indemnisation de l'atteinte au droit de propriété . . . . .	528
6. Le cas pratique . . . . .	529

## CHAPITRE 13.

RAPPORT SUR LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE . . . . .	533
------------------------------------------------------	-----

*Emmanuelle BROUSSY*

1. La protection et la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel (au sens large) ne font pas l'objet d'une réglementation spécifique en droit de l'Union mais sont néanmoins prévues, en des termes souvent généraux dans ce droit . . . . .	535
1.1. Tel est essentiellement le cas en droit de l'environnement de l'Union . . . . .	535
1.2. Le droit de l'Union permet également, explicitement, l'adoption de mesures de protection et de valorisation par les États membres . . . . .	536
2. L'apport de la jurisprudence de la Cour . . . . .	537
2.1. Le contrôle du respect des mesures de protection et de valorisation prévues par le droit de l'Union . . . . .	537
2.2. Le contrôle de la conformité de mesures nationales de protection et de valorisation . . . . .	538
2.2.1. Des arrêts manifestent une certaine bienveillance du juge de l'Union à l'égard de mesures adoptées par les États membres lorsque l'objectif poursuivi est celui de la protection et de la valorisation du patrimoine . . . . .	538
2.2.2. ... cette bienveillance ne s'exprime toutefois que dans les limites du respect du droit de l'Union . . . . .	541
3. L'existence de conventions internationales spécifiques . . . . .	544
Conclusion . . . . .	546